



---

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 10 mai 2019	WFP/EB.A/2019/8-A/10
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Plan stratégique de pays — Tadjikistan (2019-2024)

Durée du projet	1 <sup>er</sup> juillet 2019-30 juin 2024
Coût total pour le PAM	82 036 882 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

### Résumé

Malgré une croissance économique positive et les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté, le Tadjikistan reste confronté à une situation difficile sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Un récent ralentissement économique accentué par la croissance démographique a augmenté la vulnérabilité des ménages et entraîné sa rétrogradation dans la catégorie des pays à faible revenu en 2018. Les taux de malnutrition sont les plus élevés d'Asie centrale, et le nombre de personnes sous-alimentées reste stable depuis dix ans. Le Tadjikistan fait face à des problèmes environnementaux, notamment la dégradation des sols et la mauvaise gestion des ressources naturelles. Le pays est également exposé aux effets du changement climatique, ce qui détériore la sécurité alimentaire et compromet les moyens d'existence des communautés vulnérables.

Le Gouvernement a fait de la sécurité alimentaire et de l'accès à une nutrition de bonne qualité l'une de ses priorités de développement. Le plan stratégique de pays est aligné sur la stratégie du Gouvernement, en remédiant aux lacunes et en favorisant le renforcement des capacités afin

---

#### Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi  
Directeur régional  
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale  
et Asie centrale  
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

M. A. Mendes  
Directeur de pays  
courriel: alberto.mendes@wfp.org

d'accompagner les efforts consentis par le pays pour réaliser l'objectif de développement durable 2, relatif à l'élimination de la faim, à travers quatre effets directs stratégiques:

- *Effet direct stratégique 1:* D'ici à 2024, les personnes exposées à l'insécurité alimentaire, notamment les écoliers du primaire, qui se trouvent dans les districts ciblés parviennent à satisfaire leurs besoins alimentaires de base
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2024, la malnutrition a reculé parmi les groupes vulnérables, en particulier les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes, dans les districts où le protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë a été progressivement mis en place
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2024, les communautés touchées par l'insécurité alimentaire qui étaient ciblées dans les zones vulnérables au changement climatique sont plus résilientes face aux chocs
- *Effet direct stratégique 4:* D'ici à 2024, les institutions publiques, tant à l'échelon central qu'aux niveaux décentralisés, disposent de capacités renforcées pour élaborer et exécuter efficacement des stratégies ciblées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Le plan contribue à la stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030 et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2016–2020. Les activités appuieront la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17 à travers les résultats stratégiques du PAM 1 (accès à l'alimentation), 2 (fin de la malnutrition), 4 (systèmes alimentaires durables) et 5 (renforcement des capacités) et contribueront à la réalisation de l'objectif de développement durable 4 relatif à une éducation de qualité.

Le PAM mettra en œuvre les activités en partenariat avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires de développement par le biais du Conseil de coordination du développement et de l'initiative Renforcer la nutrition.

## **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Tadjikistan (2019-2024) (WFP/EB.A/2019/8-A/10), pour un coût total pour le PAM de 82 036 882 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. Le Tadjikistan est un pays à faible revenu sans accès à la mer, dont 93 pour cent du territoire est constitué de montagnes. La population est estimée à 9 millions d'habitants, dont 74 pour cent vivent dans les zones rurales. À l'échelle nationale, la moitié de la population est âgée de moins de 25 ans; cette proportion est encore plus élevée dans les zones rurales.
2. Après la guerre civile (1992–1997), le Tadjikistan a connu une croissance économique qui lui a permis d'accéder au rang de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2015. Toutefois, il a été rétrogradé en 2018 dans la catégorie des pays à faible revenu à la suite du ralentissement de la croissance économique, qui n'était plus proportionnelle à celle de la population. Le taux de pauvreté du pays a diminué rapidement ces deux dernières décennies, passant de plus de 80 pour cent au début des années 2000 (selon une estimation de la Banque mondiale) à 29 pour cent en 2018<sup>1</sup>. Les principaux facteurs ayant contribué à ce succès sont un environnement économique favorable à l'extérieur du pays, la quantité importante d'envois de fonds des émigrants et la hausse de l'emploi intérieur et des revenus. Toutefois, le rythme de la réduction de la pauvreté ralentit depuis peu, et seul un déclin modéré a été enregistré ces cinq dernières années. Selon des enquêtes nationales, les ménages dirigés par une femme sont davantage exposés à la pauvreté et à l'extrême pauvreté que ceux dirigés par un homme<sup>2</sup>. Les zones rurales demeurent notablement plus pauvres que les zones urbaines, et la pauvreté est fonction des saisons: elle augmente en hiver lorsque l'activité agricole est réduite.
3. Le Tadjikistan se situe au 127<sup>ème</sup> rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain, ce qui correspond à la catégorie "moyen", et il occupe le 69<sup>ème</sup> rang sur 160 pays selon l'indice d'inégalité de genre (2017). Selon l'indice de développement humain corrigé de l'inégalité entre les sexes – qui permet de mesurer les inégalités femmes-hommes du point de vue de la santé, de l'éducation et de la maîtrise des ressources économiques –, le Tadjikistan a atteint en 2017 un niveau "moyen" d'égalité entre les sexes.
4. La Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030<sup>3</sup> définit les engagements pris par le pays dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD). La stratégie en question contient quatre objectifs stratégiques, dont l'un consiste à "assurer la sécurité alimentaire et l'accès de la population à une nutrition de bonne qualité".

### 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

#### ***Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2***

5. *Accès à la nourriture.* La situation du Tadjikistan sur le plan alimentaire et nutritionnel a été classée dans la catégorie "grave" en 2017 selon l'indice de la faim dans le monde<sup>4</sup>, la plus mauvaise notation des pays d'Asie centrale. La proportion de personnes sous-alimentées a

---

<sup>1</sup> Calculs effectués par le Gouvernement, sur la base d'une définition de la pauvreté reposant sur des normes nationales. On ne dispose pas de données ventilées par sexe et par âge sur la pauvreté.

<sup>2</sup> Banque asiatique de développement. 2016. *Tajikistan Country Gender Assessment*. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/185615/tajikistan-cga.pdf>.

<sup>3</sup> Gouvernement du Tadjikistan. 2016. *National Development Strategy of the Republic of Tajikistan for the Period up to 2030*. Disponible à l'adresse suivante: [http://nafaka.tj/images/zakoni/new/strategiya\\_2030\\_en.pdf](http://nafaka.tj/images/zakoni/new/strategiya_2030_en.pdf).

<sup>4</sup> Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Concern Worldwide et Welthungerhilfe. 2017. *L'Indice de la faim dans le monde 2017: Les inégalités de la faim*. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.globalhungerindex.org/pdf/fr/2017.pdf>. Le rapport de l'indice de la faim dans le monde pour 2018 ne comprend pas de données sur le Tadjikistan.

reculé, passant de 39 pour cent en 2000 à 30 pour cent en 2016, mais, compte tenu de la croissance démographique, le nombre de personnes sous-alimentées est resté le même, à savoir 2,6 millions de personnes<sup>5</sup>.

6. La pauvreté est plus élevée dans les ménages dirigés par une femme, les ménages dirigés par un homme ou une femme n'ayant pas reçu une éducation formelle, et les ménages comptant de nombreux enfants. Avec 1,5 million de citoyens tadjiks (dont 71 pour cent sont des hommes) qui émigrent dans les pays voisins, les femmes deviennent de facto chefs de famille chargées de générer des revenus pour couvrir les frais de subsistance en dépit de leur accès limité aux ressources<sup>6</sup>. Des données récentes révèlent que les ménages consacrent en moyenne 50 à 60 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation<sup>7</sup>. Le Tadjikistan est largement tributaire des importations de produits alimentaires: la moitié du blé consommé est importée et la part des produits alimentaires d'origine étrangère dans le commerce de détail est estimée à 60 pour cent au moins<sup>8</sup>. Entre 2015 et 2017, les prix des produits alimentaires ont augmenté davantage que ceux des articles non alimentaires, d'où un accroissement de la part des revenus consacrés aux dépenses alimentaires, comme le relève le Système de suivi de la sécurité alimentaire du PAM. Selon l'analyse visant à combler le déficit en nutriments menée en 2018, on estime qu'entre 30 et 56 pour cent des ménages, selon les régions, n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation nutritive. On prévoit que ces pourcentages s'accroîtront si les difficultés économiques croissantes que rencontrent les ménages du fait d'une augmentation des prix supérieure à celle de leur revenu persistent. Le caractère saisonnier de la production agricole, la dépendance vis-à-vis des envois de fonds et les prix élevés des produits alimentaires importés ont également des répercussions sur la sécurité alimentaire des ménages vulnérables tout au long de l'année.
7. *Mettre fin à la malnutrition.* L'état nutritionnel de la population demeure insatisfaisant: le Tadjikistan a les plus mauvaises statistiques sur l'état nutritionnel de l'Asie centrale. À l'échelle nationale, le taux de retard de croissance enregistré chez les enfants de moins de 5 ans a diminué de deux points de pourcentage par an, passant de 26 pour cent (27 pour cent des filles et 26 pour cent des garçons) en 2012 à 17 pour cent (17 pour cent des filles et 18 pour cent des garçons) en 2017<sup>9</sup>. Toutefois, compte tenu du taux de croissance annuel de la population (2,5 pour cent), le rythme actuel de ce déclin ne suffira pas pour qu'il soit possible d'atteindre l'objectif mondial établi par l'Assemblée mondiale de la Santé pour 2025, à savoir une réduction de 40 pour cent du nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance. Le taux de prévalence de l'émaciation s'élevait à 6 pour cent en 2017 (5 pour cent des filles et 6 pour cent des garçons), contre 10 pour cent en 2012 (même pourcentage pour les filles et les garçons). Tout comme les taux de retard de croissance, les taux d'émaciation varient énormément d'une région à l'autre, atteignant 17

---

<sup>5</sup> La prévalence de la sous-alimentation est l'indice mis au point par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui est généralement utilisé pour suivre la faim au niveau mondial et régional. La méthode s'appuie sur des données regroupées au niveau des pays, ce qui fait qu'on ne dispose pas de données ventilées par sexe et par âge.

<sup>6</sup> Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Page Web des pays: Tadjikistan (<http://eca.unwomen.org/en/where-we-are/tajikistan>). Voir aussi *Tajikistan Country Gender Assessment*.

<sup>7</sup> L'analyse des tendances effectuée à l'aide des données issues du Système de suivi de la sécurité alimentaire du PAM montre une fluctuation saisonnière qui tend à s'accroître depuis 2014 (voir [http://vam.wfp.org/CountryPage\\_overview.aspx?iso3=TJK](http://vam.wfp.org/CountryPage_overview.aspx?iso3=TJK)). Dans le dernier cycle de collecte de données (décembre 2017), il n'a pas été observé de différence statistiquement significative dans les taux de dépenses alimentaires entre les ménages interrogés dirigés par un homme (57 pour cent) et ceux dirigés par une femme (59 pour cent).

<sup>8</sup> Examen stratégique Faim zéro, 2018. Non disponible en ligne pour le moment.

<sup>9</sup> Organisme de la statistique sous l'autorité du Président de la République du Tadjikistan, Ministère de la santé et MEASURE DHS. 2012 et 2017. *Tajikistan Demographic Health Survey 2012* et *Tajikistan Demographic Health Survey 2017*. Disponible à l'adresse suivante: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr279/fr279.pdf> et <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR341/FR341.pdf>.

- pour cent dans la capitale Douchanbé et 10 pour cent dans la zone reculée où se situe la province autonome du Haut-Badakhchan.
8. De nombreuses personnes souffrent de carences en micronutriments. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la carence en vitamine A constitue un problème de santé publique grave, alors que l'anémie est un problème d'importance modérée à grave pour les femmes et les enfants. Malgré la réglementation concernant l'iodation du sel, mise en place en 2002, la carence en iode touche plus de 50 pour cent des femmes et des enfants. La situation s'est détériorée à l'échelle nationale parmi les femmes et, dans certaines régions, parmi les enfants, ce qui correspond à une diminution de l'utilisation de sel iodé (seulement 74 pour cent des ménages en utilisaient en 2016, contre 82 pour cent en 2009). La prévalence du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles est également en augmentation, principalement en raison de régimes alimentaires inadaptés. La proportion d'enfants en surpoids a diminué, passant de 6 pour cent en 2012 à 3 pour cent en 2017 (3,5 pour cent de garçons et 3,2 pour cent de filles de moins de 5 ans), tandis que le pourcentage de femmes en surpoids ou obèses est passé de 30 pour cent en 2012 à 37 pour cent en 2017<sup>10</sup>. On a constaté que la proportion de femmes en surpoids augmentait avec l'âge, le risque de surpoids ou d'obésité étant plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural (41 pour cent, contre 36 pour cent).
  9. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Selon les estimations communiquées en 2016 par l'organisme de statistique du Tadjikistan, l'agriculture représente 20 pour cent de l'économie du pays, soit la proportion la plus élevée enregistrée dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale<sup>11</sup>. Le secteur agricole emploie près de 70 pour cent de la population active, le plus gros de la production étant le fait des petits exploitants familiaux. Selon les statistiques officielles, 75 pour cent des femmes sont employées dans le secteur agricole, contre 42 pour cent des hommes. La petite taille moyenne des parcelles restreint la production et les revenus des ménages, tandis que le changement climatique, qui se manifeste par l'irrégularité des précipitations et la hausse des températures, auquel s'ajoute le manque de diversification des moyens d'existence, compromet la productivité et les revenus des petits exploitants<sup>12</sup>.
  10. Dix pour cent seulement des terres sont enregistrées au nom d'une femme, même si, dans les zones rurales, plus de quatre femmes sur cinq travaillent dans l'agriculture, principalement en tant qu'agricultrices ou travailleuses non rémunérées sur de petites exploitations familiales ou dans des jardins potagers. Celles qui travaillent dans le secteur agricole formel sont moins rémunérées que les hommes: en 2013, le salaire nominal mensuel moyen des femmes ne représentait que 58 pour cent de celui des hommes. Selon l'analyse réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'agriculture est l'un des secteurs où le degré d'exploitation des femmes et où les inégalités entre les sexes sont les plus élevés, et les agricultrices n'ont qu'un accès limité aux ressources productives et aux intrants agricoles.
  11. *Systèmes alimentaires durables.* Le programme de réforme du secteur agricole pour 2012-2020 a pour but d'instaurer un secteur agricole viable et rentable. L'ambition du Gouvernement est de faire en sorte que les agriculteurs aient accès au crédit pour pouvoir

---

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> FAO et autres. 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017: Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-I7695f.pdf>.

<sup>12</sup> Groupe de la Banque mondiale. 2009. Disponible à l'adresse suivante: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/0,,contentMDK:22196205~pagePK:146736~piPK:226340~theSitePK:258599,00.html>.

utiliser les intrants et les pratiques qui permettent d'augmenter les rendements et la proportion de la production qui est vendue sur les marchés. La réalisation de cette ambition aurait également pour effet d'améliorer la disponibilité des denrées alimentaires à l'échelle nationale et d'accroître les revenus des ménages dans les communautés agricoles.

12. Toutefois, la production vivrière est restreinte par le manque de terres arables, dont 97 pour cent pâtissent de la dégradation des sols. La productivité est également limitée par des catastrophes naturelles récurrentes, par la dépendance vis-à-vis d'une infrastructure agricole en déshérence et par des technologies inadaptées, des impôts élevés et un régime foncier dont les structures sont inadéquates. Les phénomènes météorologiques extrêmes, exacerbés par le changement climatique et des capacités d'adaptation limitées, constituent une menace supplémentaire. Les femmes sont plus vulnérables aux effets des catastrophes naturelles que les hommes, en raison de leur accès limité aux ressources, notamment aux intrants et aux terres. Le travail des femmes, y compris les travaux agricoles, les travaux domestiques et les soins non rémunérés, est un fondement important des systèmes alimentaires au Tadjikistan.

### **Contexte macroéconomique**

13. Le Tadjikistan se remet encore de la crise économique qui a démarré à la fin de 2014 du fait de l'effondrement des cours du coton et de l'aluminium, les principales exportations du pays, et d'une forte diminution des envois de fonds provoquée par la récession en Russie. Les perspectives économiques à court et à moyen terme sont toutefois encourageantes, sous l'effet d'un contexte extérieur plus favorable, notamment les prix prévus des produits de base à l'exportation, et l'amélioration des relations avec les pays voisins, en particulier l'Ouzbékistan.
14. La construction d'une centrale hydroélectrique d'une puissance de 3 600 mégawatts à Rogoun est un grand pas vers la réalisation de la sécurité énergétique, qui est la première des priorités de la Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030. La centrale, dont la production a démarré en novembre 2018, sera pleinement opérationnelle en 2032. Le Gouvernement prévoit de stimuler les exportations d'énergie hydroélectrique moyennant des accords avec l'Ouzbékistan et l'Afghanistan, et, dans le même temps, d'éliminer les pénuries d'énergie dans le pays et de contribuer à la croissance, à la création de revenus et à la réduction de la pauvreté<sup>13</sup>. Toutefois, selon certaines analyses, le véritable défi du Tadjikistan n'est pas de soutenir la croissance économique mais de mettre en place des politiques de redistribution et de créer un environnement favorable aux entreprises du secteur privé qui favorise l'inclusion et garantit que les avantages de la croissance profitent à l'ensemble de la population<sup>14</sup>.

### **Principaux liens intersectoriels**

15. Les analyses menées par le Gouvernement aux fins d'un examen national volontaire<sup>15</sup> présenté au Forum politique de haut niveau pour le développement durable en 2017 et un

---

<sup>13</sup> Groupe de la Banque mondiale. *Tajikistan Systematic Country Diagnostic – Making the National Development Strategy a Success: Building the Foundation for Shared Prosperity*. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.worldbank.org/en/country/tajikistan/publication/scd>.

<sup>14</sup> Groupe de la Banque mondiale. 2018. *Tajikistan Country Economic Update, Spring 2018 – Changing Regional Environment: Critical to Capitalize*. Disponible à l'adresse suivante: <http://pubdocs.worldbank.org/en/366221532077364053/TJ-economic-update-1807-en.pdf>.

<sup>15</sup> Nations Unies. Sustainable Development Goals Knowledge Platform – Tajikistan country page (<https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/tajikistan>).

rapport national sur les ODD élaboré en 2018<sup>16</sup> mettent en évidence les liens étroits entre l'ODD 2 et la pauvreté, la santé, l'eau, la biodiversité, les villes durables, l'énergie durable et le changement climatique. Malgré la réduction rapide de la pauvreté au cours des 15 dernières années, le Tadjikistan n'a guère progressé pour réduire la pauvreté non monétaire, qui est motivée par l'accès limité à l'éducation, au chauffage et à l'assainissement.

16. Les populations rurales souffrent de l'insuffisance de soins de santé et d'éducation. La fréquentation scolaire est irrégulière en hiver en raison de problèmes de transport scolaire, d'électricité et de chauffage. De nombreux écoles et centres de santé dans les zones rurales n'ont pas accès à une eau salubre et à des services d'assainissement.
17. Les inégalités entre les sexes dans l'emploi et l'éducation, y compris la formation professionnelle, constituent des obstacles à la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'autres ambitions de développement durable. L'écart entre les taux d'emploi des hommes et des femmes s'est creusé, passant de 21 pour cent en 2003 à 35 pour cent en 2013<sup>17</sup>, tandis que l'inégalité entre les sexes la plus visible en matière d'éducation est le recul du nombre de filles fréquentant l'école, une tendance qui commence autour de la 6<sup>ème</sup> et dernière année de l'enseignement primaire et s'accélère lors de la 9<sup>ème</sup> et dernière année de l'enseignement obligatoire<sup>18</sup>. Le taux d'inscription dans les écoles primaires est très élevé pour les garçons et les filles (93,7 pour cent des filles et 95 pour cent des garçons), et les filles représentent 48 pour cent des élèves. Toutefois, 29 pour cent seulement des étudiants de l'enseignement supérieur sont des femmes. C'est en raison de ces défis et d'autres défis du même ordre que la lutte contre les inégalités entre les sexes est une priorité de la Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030.

### 1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

18. L'examen stratégique Faim zéro mené en 2018 a révélé que les améliorations de la situation nutritionnelle de la population étaient limitées en comparaison de la croissance économique enregistrée ces deux dernières décennies. L'examen a fait apparaître que la sécurité alimentaire et la nutrition étaient menacées par:
  - la dépendance élevée des ménages vis-à-vis des envois de fonds pour assurer leurs revenus;
  - les prix élevés et en augmentation des produits alimentaires;
  - une forte dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires;
  - des conditions météorologiques difficiles, auxquelles s'ajoute le changement climatique;
  - les inégalités entre les sexes.
19. L'examen suggère que la réforme du secteur agricole pourrait jeter des bases solides pour une amélioration de la sécurité alimentaire, mais souligne également plusieurs défis à relever. L'une des difficultés est que la disponibilité des denrées alimentaires produites

---

<sup>16</sup> Ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan. 2018. *National Report on Implementation of Strategic Documents of the Country in the Context of the Sustainable Development Goals*. Disponible à l'adresse suivante: [http://medt.tj/documents/main/strategic\\_national\\_programm/ReportV4%5bENG%5d.pdf](http://medt.tj/documents/main/strategic_national_programm/ReportV4%5bENG%5d.pdf).

<sup>17</sup> Groupe de la Banque mondiale. 2017. *Tajikistan Job Diagnostics; The Strategic Framework for Jobs*. (<http://www.worldbank.org/en/news/infographic/2017/02/14/tajikistan-jobs-diagnostic-strategic-framework-for-jobs>).

<sup>18</sup> Banque asiatique de développement. 2016. *Tajikistan Country Gender Assessment* (disponible à l'adresse suivante: <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/185615/tajikistan-cga.pdf>).

localement est plus faible que les programmes sectoriels et stratégiques du Gouvernement ne l'avaient anticipé, ce qui se traduit par une consommation insuffisante de fruits, de produits laitiers et carnés et d'huile végétale. Seulement 20 pour cent des aliments produits localement sont transformés; les entreprises de transformation des produits agricoles sont pour la plupart de taille modeste et appartiennent au secteur informel, et elles se heurtent à des problèmes de financement, de gestion, de commercialisation et de logistique. La dépendance vis-à-vis des importations est un autre obstacle de taille, car elle expose le pays aux fluctuations des cours sur les marchés internationaux, ce qui a des répercussions disproportionnées sur les plus pauvres et limite les options qui s'offrent à eux en matière de régime alimentaire.

20. La production locale pâtit de la disponibilité limitée de terres ainsi que de faibles investissements dans l'agriculture, d'où une faible productivité qui bride la croissance du secteur. Les petits exploitants, en particulier les femmes, n'ont qu'un accès limité aux ressources telles que le crédit, nécessaire pour réaliser des investissements dans la modernisation et les innovations. Il faut y ajouter des capacités d'entreposage insuffisantes, des pertes après récolte élevées et des possibilités limitées de transformation rentable des produits, ce qui ralentit le rythme de la réduction de la pauvreté, en particulier dans les zones rurales. La dégradation des sols, des canaux d'irrigation et des systèmes de drainage vétustes et mal entretenus, ainsi que la surexploitation des ressources naturelles, constituent autant de handicaps qui entravent la production alimentaire nationale.
21. Le Tadjikistan figure parmi les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale les plus vulnérables face au changement climatique, qui constitue une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire de la population. La fréquence accrue des sécheresses, des inondations et des glissements de terrain a réduit la productivité agricole, augmenté les pertes et endommagé les moyens d'existence agricoles. Parallèlement, les ressources disponibles pour l'adaptation au changement climatique et les interventions d'urgence sont insuffisantes.
22. Bien que la législation nationale affirme le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, les stéréotypes sexistes et les normes sociales discriminatoires sont profondément ancrés dans la société et les institutions tadjikes. Les manifestations en sont la discrimination sur le marché du travail, les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes ou la protection sociale réduite dont bénéficient les ménages à faible revenu qui ont à leur tête une femme, qui désavantagent les femmes et les filles pour ce qui est de l'accès aux ressources économiques et de l'exposition à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.
23. Les inégalités économiques<sup>19</sup> s'accroissent et sont plus prononcées dans les zones rurales. La diminution des envois de fonds entre 2014 et 2017 a eu des répercussions sur l'accès à l'alimentation, entamant le pouvoir d'achat des ménages démunis. L'examen stratégique Faim zéro a fait apparaître que la couverture géographique des programmes d'assistance sociale ciblée était insuffisante et qu'ils ne présentaient que peu d'avantages; en outre, ils ne tenaient pas compte de la problématique femmes-hommes et n'avaient pas été conçus pour combler les lacunes en matière de nutrition. De surcroît, la capacité du Gouvernement de fournir des biens et des services publics sur la base de politiques et de programmes nationaux dont le financement soit viable demeure inadéquate.
24. Outre qu'elle n'a qu'un accès limité aux produits alimentaires, dont la disponibilité est elle-même restreinte, la population fait face au triple fardeau de la malnutrition: la dénutrition,

---

<sup>19</sup> Le coefficient de Gini du Tadjikistan est passé de 0,31 en 2009 à 0,34 en 2015. Groupe de la Banque mondiale. 2018. *Tajikistan Systematic Country Diagnostic: Making the national development strategy 2030 a success – building the foundation for shared prosperity*. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.worldbank.org/en/country/tajikistan/publication/scd>.



les carences en micronutriments ainsi que le surpoids et l'obésité. Si l'on observe une corrélation positive entre la prévalence du surpoids et de l'obésité et l'augmentation des revenus, la dénutrition et les carences en micronutriments sont également représentées dans tous les quintiles de richesse. Cette situation fait ressortir une connaissance lacunaire de ce que constitue une nutrition optimale, phénomène dont témoigne aussi la faible diversité du régime alimentaire, des régimes alimentaires déséquilibrés et des pratiques inappropriées pour ce qui est de l'alimentation des enfants et des soins qui leur sont dispensés, facteurs qui peuvent être imputables à la culture et à la tradition. Des mesures sont prises pour améliorer la teneur en nutriments des produits de base par l'enrichissement des aliments, et un projet de loi sur l'enrichissement est examiné par le Parlement; des lacunes ont cependant été observées dans la mise en œuvre de la loi prescrivant l'iodation du sel, ce qui laisse penser que des contrôles plus stricts doivent être instaurés. Des efforts directs et concertés doivent être consentis pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition et s'assurer que des approches à dimension nutritionnelle et axées sur la nutrition sont intégrées dans les programmes nationaux.

#### **1.4 Priorités pour le pays**

##### ***Priorités du Gouvernement***

25. L'examen stratégique a permis de déterminer plusieurs domaines d'action prioritaires dans l'optique de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui sont tous largement pris en compte dans la Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030, à savoir:
  - accroître la productivité au travail et l'investissement dans la production alimentaire;
  - promouvoir la production alimentaire locale;
  - garantir un accès suffisant à la nourriture;
  - renforcer et coordonner les activités visant à promouvoir la sécurité alimentaire;
  - améliorer la collecte de données et les systèmes de suivi dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
26. L'accroissement des rendements agricoles grâce à l'introduction de méthodes de production intensives et à l'extension des zones cultivées est présenté comme l'une des principales voies à explorer pour remédier à l'insécurité alimentaire. Outre les interventions menées dans le secteur agricole, il est essentiel, selon le document issu de l'examen final, d'adopter une approche intégrée et respectueuse de l'égalité des sexes pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et accroître la disponibilité d'ensemble des denrées alimentaires nutritives et l'accès à la nourriture de tous les segments de la population, tout en sensibilisant celle-ci à l'importance d'une nutrition de bonne qualité.
27. Les mesures prioritaires à prendre à moyen terme pour renforcer la sécurité alimentaire sont les suivantes:
  - prévenir et traiter la malnutrition en encourageant des pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants qui soient appropriées au moyen de mesures ciblant les aidants, femmes et hommes, en établissant un système de suivi régulier et de traitement de la malnutrition aiguë, en assurant la fourniture de produits alimentaires enrichis en micronutriments aux personnes les plus vulnérables afin de remédier aux carences les plus graves, et en améliorant la nutrition des filles et des femmes enceintes et allaitantes;
  - améliorer les pratiques des ménages en matière de nutrition et d'hygiène en formant les hommes et les femmes et en sensibilisant les écoliers en matière de nutrition saine

et de diversité du régime alimentaire, notamment dans le cadre de cours consacrés à la cuisine et à la préservation des aliments;

- améliorer l'accès à l'eau potable dans les communautés et améliorer les infrastructures d'assainissement;
- favoriser l'accès à une nutrition de bonne qualité grâce à des programmes de protection sociale de portée nationale qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes, notamment un programme axé sur le soutien nutritionnel dans les écoles;
- renforcer les capacités d'intervention d'urgence aux fins de la protection de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en aliments nutritifs et de bonne qualité en cas de crises provoquées par des chocs économiques, de mauvaises récoltes ou des catastrophes naturelles, notamment au moyen de services liés au climat et d'un système d'alerte rapide. Parallèlement aux plans d'intervention d'urgence, il est nécessaire de mettre en place des dispositifs de protection sociale au niveau national, qui garantissent l'accès à la nourriture et permettent la création d'actifs productifs pour renforcer les capacités d'intervention en réponse aux chocs.

28. Les mesures recommandées à long terme sont les suivantes:

- renforcer le rôle du Conseil national pour la sécurité alimentaire, en le dotant de l'autorité voulue pour adopter une approche multisectorielle du renforcement de la sécurité alimentaire, en collaboration avec le réseau national du mouvement Renforcer la nutrition (SUN)<sup>20</sup>;
- veiller à ce qu'une part suffisante du budget national soit allouée à des services de santé et à des systèmes de protection sociale efficaces ainsi qu'au développement du secteur agricole pour le rendre compétitif par rapport aux importations et sur les marchés internationaux;
- mettre en œuvre la réforme agricole;
- étendre la couverture et améliorer la qualité des services de santé, et mettre au point un système efficace de suivi sanitaire et nutritionnel, assorti d'indicateurs, y compris des indicateurs différenciés selon le sexe, susceptibles d'être ensuite utilisés pour élaborer de nouvelles politiques et de nouveaux programmes;
- appuyer le développement et la gestion des infrastructures et des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement;
- étendre la couverture du système de protection sociale et veiller à ce qu'il tienne compte de la problématique femmes-hommes et fournisse une assistance aux personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire, en améliorant leur accès à l'alimentation;
- renforcer les systèmes d'information pour qu'ils puissent être utilisés à l'appui de l'élaboration de politiques intégrées dans tous les secteurs concernés, du suivi des indicateurs clés, de la collecte de données relatives à la protection sociale et à l'assurance d'État, de la mise au point de mesures appropriées sur la base d'analyses transversales et de l'alerte rapide.

---

<sup>20</sup> En 2013, le Tadjikistan a adhéré au mouvement SUN, qui favorise une approche multisectorielle pour améliorer la nutrition.

29. Pour ce qui concerne le développement du capital humain, l'examen stratégique souligne combien il est important de réduire les disparités sociales et les inégalités entre les sexes<sup>21</sup>, des priorités transversales explicitement mentionnées dans le Plan national de développement à moyen terme pour 2016-2020.

### ***Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires***

30. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2016–2020 régit le soutien qu'apportent les organismes des Nations Unies au Tadjikistan dans quatre domaines stratégiques: gouvernance démocratique, état de droit et droits de l'homme; développement économique durable et équitable; développement social, inclusion et autonomisation; résilience et durabilité environnementale. Le PAM coordonne l'action menée par les Nations Unies pour obtenir l'effet direct 4 du PNUAD, relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et il participe à l'élaboration du prochain cycle du PNUAD afin de veiller à ce que les activités du PAM soient cohérentes avec celles de ses partenaires.
31. Le Conseil de coordination du développement est chargé de coordonner les activités menées par les partenaires de développement à l'appui de la Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030. Ses domaines d'action privilégiés sont notamment les infrastructures, l'économie et le développement humain. Le conseil héberge un groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition dirigé par le PAM avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le groupe de travail comprend des représentants des entités suivantes: le Réseau de développement Aga Khan, le Ministère britannique du développement international, l'Union européenne, l'Ambassade de la Fédération de Russie, la FAO, l'Agence allemande de coopération internationale, l'Agence japonaise de coopération internationale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'OMS.

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Expérience du PAM et enseignements**

32. Le PAM est actif au Tadjikistan depuis 1993 et a progressivement fait évoluer la nature de son appui: aux interventions d'urgence lancées pendant la guerre civile, il a substitué des activités de développement à l'appui des filets de protection sociale et de sécurité sur le plan national, de la nutrition, du renforcement de la résilience et de la réduction des risques de catastrophe à travers le renforcement des capacités des institutions nationales et locales.
33. Le portefeuille d'activités actuel a été constitué sur la base de consultations approfondies avec les bénéficiaires – des femmes, des hommes, des filles et des garçons –, dans le cadre de groupes de réflexion. En ce qui concerne l'alimentation scolaire, le PAM a continué de plaider en faveur de l'affectation de fonds publics à un programme d'alimentation scolaire durable, qui a été pris en compte dans la Stratégie nationale en matière d'alimentation scolaire pour 2017–2021. Dans le cadre de cette action de plaidoyer, il a aussi proposé la création de postes plus permanents pour les cuisiniers dans les écoles, fonction en général exercée par le personnel d'entretien ou autres membres du personnel, dont la quasi-totalité sont des femmes. La formalisation des postes de cuisinier par des contrats en bonne et due forme est importante sur le plan de l'équité et de l'autonomisation, car elle permet d'améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. Une analyse de la problématique femmes-hommes a été menée par le PAM en 2016 et actualisée en 2018

---

<sup>21</sup> Le Comité des femmes et de la famille, sous l'autorité du Gouvernement du Tadjikistan, a été établi en juin 1991. Le Tadjikistan a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1993 et son protocole facultatif en 2014.

pour guider l'élaboration d'interventions utiles, efficaces, équitables et favorisant l'autonomisation.

34. L'évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement 200122<sup>22</sup> menée en 2014 a donné lieu à la recommandation suivante: le PAM doit continuer à mettre en œuvre les activités menées aux fins de la réduction de la malnutrition aiguë, à intervenir en cas de situation d'urgence et à remettre en état les moyens d'existence, tout en élaborant un plan de renforcement des capacités plus complet afin de consolider le système de protection sociale du Gouvernement, en veillant à ce qu'il tienne compte de la problématique femmes-hommes, et de renforcer la gestion et la coordination par celui-ci de la préparation aux situations d'urgence et des interventions à mener en cas de crise. Les recommandations issues des évaluations d'opérations menées en 2016 dans la République kirghize voisine<sup>23</sup>, ainsi que les constatations et les recommandations issues de l'évaluation de 2012 de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire<sup>24</sup>, ont aussi contribué à l'élaboration et à la planification du portefeuille d'activités du PAM au Tadjikistan.
35. En novembre 2018, le PAM a commencé à tester l'application d'assistance conditionnelle sur demande (SCOPE CODA)<sup>25</sup> pour enregistrer l'admission d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition, suivre l'observance du programme et enregistrer les résultats obtenus par le traitement, créant ainsi une plateforme initiale qui doit servir à la mise en place d'un système électronique de surveillance de la nutrition contenant des données numériques relatives aux personnes. Le PAM fera le bilan de l'expérience menée avec le Ministère de la santé dans la seconde moitié de 2019, le but étant de guider la mise en service de SCOPE CODA dans tous les centres de traitement de la malnutrition aiguë modérée.

## 2.2 Potentialités pour le PAM

36. La Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030, le PNUAD pour 2016–2020 et l'examen stratégique ont permis au PAM de définir, en consultation avec les homologues gouvernementaux, les Nations Unies et les autres partenaires de développement, les donateurs et les acteurs du secteur privé, les domaines dans lesquels il pouvait apporter un appui au Gouvernement, au niveau national et communautaire, pour faciliter la réalisation des ODD, notamment l'ODD 2. En 2018, une équipe de recherche de l'Université Columbia a aidé le PAM à consolider les constatations et à analyser les résultats de consultations ultérieures menées sur la conception du plan stratégique de pays (PSP).
37. Les possibilités offertes sont les suivantes:
  - Promotion de systèmes alimentaires sains, viables et résilients, notamment au moyen de l'organisation de campagnes sur la nutrition à différents niveaux (le PAM prêtant son

<sup>22</sup> Bureau de l'évaluation du PAM. 2014. *Operation Evaluation: Tajikistan Protracted Relief and Recovery Operation PRRO 200122 – Restoring Sustainable Livelihoods for Food Insecure People*. Disponible à l'adresse suivante: <https://docs.wfp.org/api/documents/b9f9433602d64e8f8d951403c7953e64/download/>.

<sup>23</sup> Bureau de l'évaluation du PAM. 2016. *Operation Evaluation: Kyrgyz Republic DEV 200662 – Support for the National Productive Safety Nets and Long-Term Community Resilience*. Disponible à l'adresse suivante: <https://docs.wfp.org/api/documents/6b905962eb5843a2910d2345a1e444f0/download/>; Bureau de l'évaluation du PAM. 2016. *Operation Evaluation: Kyrgyz Republic DEV 200176 – Optimising the Primary School Meals Programme*. Disponible à l'adresse suivante: <https://docs.wfp.org/api/documents/1d0447c552ed4471b6cc9ca22e78c27a/download/>.

<sup>24</sup> Bureau de l'évaluation du PAM. 2011. *WFP's School Feeding Policy – A policy evaluation, vol. I: Full report*. Disponible à l'adresse suivante: <https://docs.wfp.org/api/documents/ac23366aa3144b1b85e0d7bc40b35b8c/download/>.

<sup>25</sup> SCOPE CODA est la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts, qui permet de suivre, de contrôler et de communiquer les résultats obtenus par le traitement de la malnutrition aiguë modérée. D'autres services de santé, comme la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère ou les vaccinations, peuvent être intégrés dans le système.

concours aux stades de l'élaboration et de l'exécution), d'un appui à la mise au point de directives nationales pour une alimentation saine, et de l'introduction de l'éducation à la nutrition dans les programmes scolaires.

- Appui aux programmes d'intervention nationaux à forte incidence, incluant notamment des activités de sensibilisation et d'assistance pour l'enrichissement des aliments de base, la transposition à plus grande échelle du programme d'alimentation scolaire mené sous la conduite et sous la responsabilité du Gouvernement, la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée, le développement du secteur agricole dans une optique tenant compte de la nutrition et visant à faire évoluer les relations entre les sexes, ainsi que des programmes visant à lutter contre le surpoids et l'obésité.
- Appui aux initiatives nationales en matière de sécurité alimentaire, notamment la mise en place et l'exploitation d'un système de gestion de données, et le renforcement des capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.
- Exécution de programmes pilotes à des fins de démonstration, qui exigeront du PAM qu'il conserve la souplesse et les ressources nécessaires à l'élaboration et à l'expérimentation d'approches respectueuses de l'égalité des sexes, notamment pour l'adaptation au changement climatique.

### 2.3 Réorientations stratégiques

38. L'intégration dans le présent PSP d'un effet direct axé sur le renforcement des capacités est le reflet du changement d'orientation stratégique du PAM, de la mise en œuvre directe à un rôle de catalyseur, centré sur les institutions nationales et infranationales et sur leurs priorités, de telle sorte qu'elles puissent remédier aux problèmes qu'elles rencontrent pour assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition. Le PAM renforcera son engagement dans des partenariats stratégiques et opérationnels à tous les niveaux.
39. Conformément aux recommandations à moyen terme du PNUAD pour 2016–2020, le PAM perfectionnera le ciblage et la mise en œuvre des programmes afin qu'ils adoptent une approche propice au changement pour parvenir à un développement durable, en accordant une attention particulière à la réduction des inégalités entre les sexes et en tenant compte des besoins spécifiques des personnes handicapées<sup>26</sup>.
40. Par rapport à ses interventions antérieures qui étaient axées sur l'appui aux moyens d'existence, le PAM mettra davantage l'accent sur l'adaptation au changement climatique afin de renforcer la résilience des communautés vulnérables face aux chocs et aux facteurs de stress, conformément à la recommandation issue de l'examen stratégique et aux contributions prévues déterminées au niveau national annoncées par le Tadjikistan pour lutter contre le changement climatique, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>27</sup>. Conformément à la politique du PAM en matière d'environnement (2017), toutes les activités tiendront compte des questions environnementales et sociales et respecteront les normes fixées par le PAM en la matière.

## 3. Orientation stratégique du PAM

### 3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

41. Le présent PSP a pour objectif de combler les lacunes recensées dans l'examen stratégique Faim zéro; il donne au PAM les moyens d'optimiser la valeur ajoutée de cet appui, une attention accrue étant accordée au renforcement de la capacité du Gouvernement et des

<sup>26</sup> Le Tadjikistan a signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées le 22 mars 2018.

<sup>27</sup> Voir <https://www4.unfccc.int/sites/submissions/INDC/Published%20Documents/Tajikistan/1/INDC-TJK%20final%20ENG.pdf>.

autres parties prenantes nationales de mettre au point une approche globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de mettre en œuvre des programmes efficaces et équitables fondés sur des données probantes, notamment en matière d'adaptation au changement climatique et de préparation aux situations d'urgence.

42. Les activités du PAM sont le reflet des besoins des bénéficiaires déterminés à l'occasion de consultations ainsi que des priorités nationales fixées dans la Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030. Le présent PSP contribuera à l'action engagée au titre des priorités définies dans le PNUAD pour 2016–2020 en ce qui concerne la santé, l'éducation, la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la résilience et la durabilité environnementale. Il contribuera à la réalisation des ODD 2 et 17 à travers les résultats stratégiques du PAM 1 (accès à l'alimentation), 2 (malnutrition), 4 (systèmes alimentaires durables) et 5 (renforcement des capacités), tout en rattachant son action à l'ODD 4, à savoir assurer une éducation de qualité. Les inégalités entre les sexes constituant un obstacle à la réalisation de la sécurité alimentaire, les activités du PAM contribueront à l'égalité des sexes, et la problématique femmes-hommes sera prise en compte dans toutes les activités.

### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

***Effet direct stratégique 1: D'ici à 2024, les personnes exposées à l'insécurité alimentaire, notamment les écoliers du primaire, qui se trouvent dans les districts ciblés parviennent à satisfaire leurs besoins alimentaires de base***

43. Le PAM améliorera l'accès à l'alimentation en concentrant son action sur les enfants des écoles primaires<sup>28</sup> en tant que groupe ayant des besoins nutritionnels spéciaux. Le programme d'alimentation scolaire du PAM permettra de garantir que les enfants des districts ciblés, filles et garçons de manière équitable, continueront de recevoir chaque jour des repas nutritifs pour accompagner leur développement physique et cognitif.

#### ***Domaine d'action privilégié***

44. Cet effet direct s'attaque aux causes profondes de l'insécurité alimentaire généralisée qui sévit dans les zones rurales, en facilitant l'accès à l'alimentation de la population ciblée.

#### ***Produits escomptés***

45. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Des repas équilibrés d'un point de vue nutritionnel, qui répondent à leurs besoins essentiels en matière d'alimentation et de nutrition, sont servis chaque jour aux filles et aux garçons scolarisés dans les établissements primaires ciblés.
  - Une éducation à la nutrition est dispensée aux filles et aux garçons scolarisés dans le primaire, en fonction de la classe d'âge, qui améliore leur connaissance des principes nutritionnels et leur comportement en matière de nutrition.

#### ***Activité essentielle***

*Activité 1: Servir des repas scolaires équilibrés d'un point de vue nutritionnel aux écoliers ciblés*

46. Le PAM continuera de servir chaque jour des repas chauds aux enfants des classes primaires dans les zones rurales exposées à l'insécurité alimentaire de Khatlon, de Sughd,

---

<sup>28</sup> Les produits et activités associés à cet effet direct stratégique sont actuellement axés sur les enfants des écoles, mais le PAM gardera la flexibilité voulue pour les adapter aux exigences du nouveau cycle du PNUAD, qui débutera en 2021 et déterminera éventuellement d'autres groupes vulnérables ayant besoin de l'appui du PAM.

de la province autonome du Haut-Badakhchan et de la Région de subordination républicaine. La fourniture de repas chauds et nutritifs non seulement aide les filles et les garçons fréquentant l'école primaire à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels, mais donne également au personnel des écoles la possibilité d'enseigner aux enfants des règles relatives à l'hygiène et à la nutrition, y compris l'importance de diversifier les apports en macronutriments et micronutriments.

47. L'alimentation scolaire sera mise en œuvre en partenariat avec le Ministère de l'éducation et des sciences, le Ministère de la santé et de la protection sociale, et les autorités régionales et de district. Le PAM collaborera et coordonnera son action avec la FAO, le Fonds international de développement agricole et le Social and Industrial Foodservice Institute, à l'appui de la transition progressive vers la maîtrise par le Gouvernement d'un programme d'alimentation scolaire tenant compte de la problématique femmes-hommes. À compter de l'année scolaire 2020/21, la gestion des repas scolaires sera confiée au Gouvernement dans un certain nombre d'écoles, dans le cadre du développement progressif du programme national d'alimentation scolaire.

***Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, la malnutrition a reculé parmi les groupes vulnérables, en particulier les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes, dans les districts où le protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë a été progressivement mis en place***

48. Au titre de cet effet direct, le PAM appuiera le traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée. Les enfants vulnérables sur le plan nutritionnel et leur famille, en particulier les filles et les femmes enceintes et allaitantes, bénéficieront aussi de toute une gamme d'activités de prévention de la malnutrition qui contribueront à améliorer leur état nutritionnel et l'égalité entre les sexes.

#### ***Domaine d'action privilégié***

49. Cet effet direct est axé sur les causes profondes de la malnutrition, notamment la dénutrition de longue date et la capacité limitée de prendre en charge la malnutrition aiguë. Tout en traitant les enfants souffrant de malnutrition, l'effet direct stratégique 2 vise à renforcer la capacité du Gouvernement de traiter et de prévenir la malnutrition aiguë de manière durable en gérant des interventions appropriées.

#### ***Produits escomptés***

50. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les bénéficiaires ciblés dans les districts sélectionnés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant de remédier à la malnutrition.
  - Des pratiques appropriées, tenant compte de la nutrition et dont l'objectif est de prévenir la malnutrition sont enseignées aux membres des communautés des districts ciblés.
  - Les personnes vulnérables bénéficient des capacités améliorées des autorités sanitaires locales de gérer les programmes de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, notamment grâce à la numérisation des informations communiquées et du suivi.

#### ***Activité essentielle***

*Activité 2: Traiter la malnutrition aiguë modérée touchant les enfants âgés de 6 à 59 mois et mener des activités de prévention de la malnutrition – en ayant recours à la communication visant à faire évoluer la société et les comportements – auprès des groupes vulnérables, tout en renforçant la capacité du Gouvernement de gérer les programmes de nutrition*

51. Le PAM fournira des aliments nutritifs spécialisés pour traiter les enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée dans les districts où le Gouvernement a commencé à appliquer le protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë. La phase en cours a démarré à la mi-2017 et elle est mise en œuvre dans quatre districts de la région de Khatlon et un district de la région de Sughd. À compter de la mi-2021, l'appui apporté par le PAM à la mise en œuvre du protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sera étendu à d'autres districts qui pourront inclure des zones urbaines ou périurbaines; les nouveaux districts seront sélectionnés avec le Ministère de la santé et de la protection sociale et les donateurs potentiels.
52. Le PAM mettra en œuvre les activités conjointement avec le Ministère de la santé et de la protection sociale et coordonnera son action avec l'UNICEF et d'autres partenaires comme l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'Agence allemande de coopération internationale, la Banque mondiale et l'OMS, l'objectif étant d'apporter une aide aux autorités locales et aux communautés en matière de prévention de la malnutrition. Des travaux de recherche seront commandés pour aider le PAM et les partenaires à définir des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements adaptés aux femmes et aux hommes qui dispensent des soins, et recenser les pratiques inappropriées pour ce qui est de l'alimentation et de l'hygiène et y remédier. À l'aide d'une approche propre à faire évoluer les relations entre les hommes et les femmes, une attention particulière sera accordée à l'élimination des rôles discriminants dévolus par la société aux deux sexes qui compromettent la nutrition, en encourageant le partage des responsabilités en ce qui concerne la nutrition des membres du ménage. Afin de renforcer cette approche, le PAM collaborera avec le comité national des questions féminines et familiales, ainsi qu'avec les organisations de la société civile spécialisées dans la promotion de l'égalité des sexes.

***Effet direct stratégique 3: D'ici à 2024, les communautés touchées par l'insécurité alimentaire qui étaient ciblées dans les zones vulnérables au changement climatique sont plus résilientes face aux chocs***

53. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience des communautés en situation d'insécurité alimentaire, selon des modalités qui favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation, afin d'améliorer leur capacité de s'adapter aux effets du changement climatique, conformément aux priorités nationales établies dans la Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030, aux contributions prévues déterminées au niveau national et à l'effet direct 6 du PNUAD actuel. Grâce à une approche intégrée qui comprend la fourniture de services d'information sur le climat, le renforcement des capacités, la gestion durable de l'eau, et l'agriculture et la foresterie résilientes, les participants (femmes et hommes de manière équitable) des communautés vulnérables bénéficieront de transferts de ressources qui permettent aux ménages de subvenir à leurs besoins alimentaires à court terme, tandis que des actifs propres à renforcer la résilience sont remis en état ou créés. L'effet direct sera consolidé par la convergence géographique d'autres activités, comme l'alimentation scolaire, qui apporteront un soutien supplémentaire en faveur de la sécurité alimentaire pour stimuler la résilience des communautés ciblées.

***Domaine d'action privilégié***

54. Le PAM aidera à renforcer la résilience des communautés les plus vulnérables face au changement climatique, en leur donnant les moyens de gérer des systèmes alimentaires durables, adaptables, équitables et réactifs face aux chocs, et de faire face aux catastrophes naturelles. La combinaison d'actifs, de compétences et de transferts de technologies renforcera les systèmes alimentaires des communautés ciblées.



**Produits escomptés**

55. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les ménages vulnérables ciblés reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de satisfaire leurs besoins alimentaires immédiats et d'améliorer leurs moyens d'existence.
  - Les communautés ciblées bénéficient de nouveaux actifs productifs et d'actifs remis en état, ce qui accroît leur résilience face aux chocs climatiques et à d'autres facteurs de stress, et leur permet d'améliorer leur sécurité alimentaire.
  - Les ménages vulnérables ciblés bénéficient de services liés au climat, de transferts de technologies et de compétences améliorées qui leur permettent de diversifier leurs moyens d'existence, de renforcer leur résilience et de s'adapter au changement climatique.

**Activité essentielle**

*Activité 3: Exécuter des activités axées sur l'adaptation au changement climatique, la création d'actifs et les moyens d'existence, visant à renforcer la résilience face aux chocs et aux facteurs de stress, ainsi que des activités axées sur l'intervention rapide en cas de catastrophe d'ampleur modérée*

56. Le PAM a déterminé les activités de renforcement de la résilience à l'aide d'une approche à trois niveaux qui comprend l'analyse intégrée du contexte, la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence, et la planification communautaire participative qui complète les consultations spéciales menées au niveau national et local. Les interventions seront axées sur la remise en état et la création d'actifs productifs résilients face au changement climatique, et, dans le même temps, appuieront la diversification des moyens d'existence et les mesures d'adaptation selon des modalités propres à faire évoluer les relations entre les sexes. Afin d'aligner l'appui du PAM sur les priorités de développement du Gouvernement, les activités seront définies conformément aux plans officiels de développement de district, ce qui permettra de promouvoir l'appropriation et la durabilité. Les interventions mises en œuvre dans les communautés dureront plusieurs années afin de renforcer la capacité d'absorber les chocs ou de s'y adapter. Compte tenu de l'analyse de la problématique femmes-hommes menée en 2018, les hommes et les femmes participeront aux activités et en bénéficieront de manière équitable.
57. Afin de préserver le rôle de chef de file du PAM s'agissant de l'appui aux interventions d'urgence, l'activité 3 lui permettra de répondre aux demandes du Gouvernement en cas de catastrophe naturelle d'ampleur modérée. De tels phénomènes sont récurrents au Tadjikistan, et leur incidence et leur fréquence s'accroissent en conséquence du changement climatique.
58. Les activités seront menées en partenariat avec la Commission nationale pour la protection de l'environnement, le service hydrométéorologique national (Hydromet), le Ministère de l'agriculture, le Comité national pour les situations d'urgence et la défense civile, les autorités de district, les autres organismes ayant leur siège à Rome, l'UNICEF, des organisations non gouvernementales internationales et locales et des entités du secteur privé.

***Effet direct stratégique 4: D'ici à 2024, les institutions publiques, tant à l'échelon central qu'aux niveaux décentralisés, disposent de capacités renforcées pour élaborer et exécuter efficacement des stratégies ciblées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition***

59. À travers cet effet direct, le PAM s'emploiera à renforcer la capacité des parties prenantes du secteur privé et du secteur public de contribuer à la réalisation des cibles de l'ODD 2 et

à la mise en œuvre des ODD en général grâce à une approche équitable et fondée sur des données probantes et à des systèmes de préparation améliorés.

### **Domaine d'action privilégié**

60. Cet effet direct est axé sur les lacunes, et leurs causes profondes, observées au sein des autorités nationales et infranationales dans l'élaboration et la gestion des politiques et des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, y compris dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence.

### **Produits escomptés**

61. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les écoliers bénéficient de l'amélioration des capacités des autorités locales en matière de gestion du programme d'alimentation scolaire et de l'expérimentation de pratiques et de systèmes d'achat direct.
  - Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient des capacités accrues du secteur privé de produire et de commercialiser des aliments enrichis produits localement.
  - Les personnes touchées par une crise bénéficient des capacités accrues des institutions publiques en matière de préparation aux situations d'urgence, d'alerte rapide et de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

### **Activités essentielles**

*Activité 4: Renforcer la capacité des institutions et des établissements scolaires publics de mettre en œuvre des programmes de protection sociale*

62. Le PAM renforcera les capacités en matière de protection sociale des institutions nationales et infranationales, en se concentrant sur la capacité du Gouvernement de prendre en charge la gestion directe et durable du programme d'alimentation scolaire, notamment en fournissant un appui à la conception des politiques. À compter de la deuxième année d'exécution du PSP, un nombre croissant d'écoliers ne seront plus affiliés à un programme d'alimentation scolaire appuyé par le PAM reposant sur une assistance sous forme de vivres, mais plutôt à un modèle reposant sur des transferts monétaires, directement gérés par les établissements scolaires pour acheter localement les produits destinés aux repas servis chaque jour. Ces achats locaux permettront de réduire les transports sur une longue distance, minimisant ainsi l'impact environnemental tout en favorisant l'agriculture locale. Le PAM aidera les établissements scolaires à améliorer leurs capacités en matière d'achats locaux et de gestion des fonds au cours de la première année de mise en œuvre du modèle reposant sur les transferts de type monétaire afin de garantir un transfert sans heurt et réussie de la responsabilité du programme au Gouvernement l'année suivante. Le remplacement de l'assistance sous forme de vivres par des transferts de type monétaire se fera avec la participation des bénéficiaires, femmes et hommes, y compris des associations parents-enseignants.

*Activité 5: Fournir des orientations politiques et une assistance technique aux institutions publiques et aux parties prenantes du secteur privé qui jouent un rôle dans la promotion et l'exécution de programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment pour ce qui est de la préparation aux situations d'urgence*

63. L'examen stratégique et l'analyse visant à combler le déficit en nutriments ont indiqué que l'enrichissement de produits alimentaires essentiels constituait un moyen efficace de traiter les problèmes nutritionnels. Le PAM appuiera la capacité du secteur public et du secteur

privé de mettre en application la loi sur l'enrichissement des aliments, dont l'examen en est aux stades finals, et qui devrait être approuvée au début de l'exécution du PSP.

64. Le PAM fournira un soutien technique afin de renforcer les systèmes de préparation aux situations d'urgence, ainsi que les plateformes de données et d'informations, ce qui garantira la fourniture de données différenciées et d'analyses multidimensionnelles, notamment en fonction du sexe et de l'âge, l'objectif étant de faciliter une approche fondée sur des données factuelles pour concevoir des politiques et des programmes respectueux de l'égalité des sexes.
65. Le PAM collaborera avec le Ministère de la santé et de la protection sociale, le Ministère de l'éducation et des sciences, la Chambre de commerce, le comité national pour les situations d'urgence et la défense civile, l'organisme national de statistique, le Social and Industrial Foodservice Institute, Caritas Suisse, l'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale.

### 3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

66. Le PSP a été conçu pour que le PAM mette en œuvre toutes les activités dans le but ultime de renforcer les capacités pour permettre le transfert des responsabilités au Gouvernement, conformément aux stratégies et aux plans sectoriels gouvernementaux. La Stratégie nationale en matière d'alimentation scolaire a été notamment définie avec le soutien du PAM, et prévoit un transfert progressif des activités d'alimentation scolaire. Le soutien apporté pour lutter contre la malnutrition tout en renforçant les capacités de gestion du programme est également conforme aux plans du Gouvernement visant à progressivement reproduire et intensifier les modèles de prévention et de prise en charge de la malnutrition. Les activités d'adaptation au changement climatique ont été mises en cohérence avec les initiatives des autorités locales dans le cadre de la Stratégie nationale en matière de réduction des risques de catastrophe et des plans de développement de district. Le PAM favorisera l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans toutes ses interventions, libérant ainsi des forces vives à l'appui du développement durable.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

<b>TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
1	1	357 000	357 000	4 500	1 500	<b>720 000</b>
2	2*	12 000	12 000	-	-	<b>24 000</b>
3	3	32 476	32 476	32 474	32 474	<b>129 900</b>
4	4	30 000	30 000	-	-	<b>60 000</b>
	5**	-	-	-	-	-
<b>Total hors chevauchement</b>		<b>431 476</b>	<b>431 476</b>	<b>36 974</b>	<b>33 974</b>	<b>933 900</b>

\* Les bénéficiaires indiqués dans le tableau sont ceux qui reçoivent un traitement nutritionnel. Les bénéficiaires des activités de prévention de la nutrition appartiennent aux niveaux 2 et 3 uniquement.

\*\* Les bénéficiaires des activités d'assistance technique appartiennent aux niveaux 2 et 3 uniquement.

67. À l'appui de la vision du Gouvernement consistant à mettre en place de manière progressive un programme national d'alimentation scolaire, le PAM continuera à exécuter son programme d'alimentation scolaire au profit d'un maximum de 714 000 écoliers du primaire âgés de 6 à 10 ans dans les zones rurales en situation d'insécurité alimentaire. Pendant la période couverte par le PSP, les responsabilités seront transférées progressivement aux autorités tadjikes, à mesure que les capacités de gestion des autorités concernées seront mises en place. Une assistance alimentaire sera également fournie au titre de l'activité 1 à un maximum de 6 000 adultes en échange de l'aide qu'ils apporteront à la préparation des repas scolaires.
68. Pour ce qui concerne les activités de traitement nutritionnel, les cinq districts actuellement ciblés ont été sélectionnés conjointement avec le Ministère de la santé et de la protection sociale, sur la base des taux élevés de malnutrition qu'ils présentent et des capacités de leurs centres de santé publique sur le plan des ressources humaines et des infrastructures. Pendant la période couverte par le PSP, un maximum de 24 000 enfants âgés de 6 à 59 mois bénéficieront d'un traitement de la malnutrition aiguë modérée. La mise en place du modèle de gestion dans d'autres districts après la mi-2021 sera organisée avec le ministère. En attendant, des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements seront menées pour la prévention de la malnutrition dans tout le pays, en ciblant des personnes influentes, y compris des aidants familiaux, hommes et femmes, pour promouvoir des pratiques saines en matière de nutrition et d'hygiène.
69. Les participants aux activités de création d'actifs et d'appui aux moyens d'existence seront sélectionnés en fonction de critères de vulnérabilité et d'analyses différenciées par sexe, à travers le programme national d'assistance sociale ciblée, qui recense les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables. Un nombre restreint de ménages dont l'aptitude au travail est limitée (notamment ceux qui comptent des personnes handicapées ou âgées) seront sélectionnés pour participer à des activités de création d'actifs, compte tenu de leur capacité de contribuer d'une manière ou d'une autre aux activités. Le PAM fera en sorte que 60 pour cent des bénéficiaires soient des femmes, afin de contribuer à l'action en faveur de l'autonomisation des femmes. Les participants recevront des rations familiales calculées pour une famille de cinq personnes en moyenne. Le nombre des bénéficiaires a été estimé en utilisant un ratio femmes-hommes à peine inférieur à 1/1. En conséquence, bien que les femmes ciblées en tant que participantes soient plus nombreuses, la répartition des bénéficiaires par sexe est estimée égale.
70. Les activités de renforcement des capacités cibleront les entités publiques et privées aux niveaux national et local, l'objectif étant de renforcer les compétences et les connaissances afin de garantir un transfert réussi de la gestion de l'alimentation scolaire et de l'assistance nutritionnelle au Gouvernement et d'améliorer la gouvernance des stratégies et des interventions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris dans le domaine de la préparation aux catastrophes, de la capacité d'intervention en cas de crise et de l'égalité entre les sexes.

## 4.2 Transferts

### *Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire*

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES ( <i>grammes/personne/jour</i> ) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ( <i>dollars/personne/jour</i> ), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ						
	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3		Effet direct stratégique 4
Activité	Programme d'alimentation scolaire		Supplémentation alimentaire ciblée	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence		Alimentation scolaire
Type de bénéficiaires	Écoliers	Adultes	Enfants âgés de 6 à 59 mois	Participants aux activités 3A/AAF	Participants aux activités 3A	Écoliers
Modalité	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Espèces	Espèces
Céréales	150	150	-	400	-	-
Légumes secs	30	30	-	40	-	-
Huile	15	15	-	15	-	-
Sel	3	3	-	5	-	-
SuperCereal Plus	-	-	200	-	-	-
Nombre total de kilocalories par jour	781	781	788	1 725	1 725	781
% kcal d'origine protéique	11,3	11,3	-	11,6	11,6	11,3
Transferts de type monétaire ( <i>dollars/personne/jour</i> )	-	-	-	-	0,44	0,18
Nombre de jours d'alimentation par an	164	164	90	100	100	164

Abréviations: 3A/AAF = assistance alimentaire pour la création d'actifs/assistance alimentaire pour la formation.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total ( <i>en tonnes</i> )	Total ( <i>en dollars</i> )
Céréales	42 968	22 634 096
Légumes secs	8 430	5 356 879
Huile et matières grasses	4 194	4 292 102
Aliments composés et mélanges	432	442 013
Autres	847	86 682
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>56 871</b>	<b>32 811 772</b>
Transferts de type monétaire		8 080 000
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>	<b>56 871</b>	<b>40 891 772</b>

71. Les assortiments alimentaires prévus sont adaptés à la culture locale ainsi qu'aux différentes catégories de bénéficiaires et à leurs besoins nutritionnels quotidiens. Le recours à des aliments enrichis est conforme aux recommandations issues de l'analyse du déficit en nutriments, à savoir faciliter l'accès des différents groupes ciblés aux nutriments essentiels à un coût abordable. Les aliments sont enrichis selon les normes du PAM pour répondre aux besoins en micronutriments. L'utilisation de SuperCereal Plus est conforme aux protocoles nationaux et internationaux concernant le traitement de la malnutrition aiguë modérée.
72. Les repas scolaires comprennent les produits alimentaires fournis par le PAM (légumes secs, sel iodé et huile végétale enrichie) et les produits frais fournis par les associations parents-enseignants pour la préparation de soupes chaudes et autres plats qui sont consommés avec du pain fait avec la farine de blé enrichie du PAM. Afin de renforcer la capacité d'achat des autorités scolaires, le PAM fournira à certaines écoles des transferts de type monétaire, la valeur du transfert équivalant à celle de l'assistance fournie sous forme de vivres par le PAM.
73. La valeur des prestations prévues au titre de l'effet direct stratégique 3 prend en compte le coût de l'assortiment alimentaire de base et de la main-d'œuvre. La décision d'utiliser des transferts en nature ou des transferts de type monétaire et la valeur des transferts de type monétaire sont fondées sur l'analyse des questions de parité femmes-hommes et l'évaluation des prix du marché, de l'efficacité et des préférences des bénéficiaires. Le PAM surveillera en permanence les cours du marché et ajustera la valeur des transferts de type monétaire de manière à préserver le pouvoir d'achat des bénéficiaires.

#### ***Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud***

74. Le renforcement des capacités est un élément clé du présent PSP. Le développement des capacités et l'assistance technique seront assurés au profit des institutions partenaires, y compris le Gouvernement, les communautés et la société civile pour tous les effets directs, et l'effet direct 4 est consacré au renforcement des capacités nationales. Le PAM encouragera également la coopération Sud-Sud, ce qui permettra au Gouvernement de bénéficier des expériences des pays voisins dans tous les domaines programmatiques, notamment l'alimentation scolaire et l'enrichissement des aliments.

#### **4.3 Chaîne d'approvisionnement**

75. Les marchandises sont achetées si possible sur les marchés, mais la plupart des produits alimentaires et des articles non alimentaires sont achetés au Kazakhstan, en Fédération de Russie ou en dehors de la région et transportés par voie ferrée au Tadjikistan. Les fluctuations des cours internationaux et les difficultés logistiques sont aggravées par les conditions climatiques locales, en particulier en hiver. Pendant la période couverte par le PSP, le PAM étudiera la possibilité d'introduire les achats locaux pour l'alimentation scolaire dans des zones ciblées, en collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et les autres partenaires.

#### **4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel**

76. L'un des avantages comparatifs du PAM au Tadjikistan est sa présence sur le terrain; il dispose de quatre bureaux auxiliaires qui couvrent l'ensemble du pays. Le personnel du PAM recevra un soutien supplémentaire qui lui permettra d'exécuter les activités de renforcement des capacités aux niveaux national et local, d'établir des partenariats, de coordonner les activités et de communiquer les résultats de manière efficace.

77. Le PAM renforcera aussi les capacités du bureau de pays en matière d'analyse des politiques en matière de sécurité alimentaire et de recherche-évaluation à l'appui d'actions de plaidoyer et de programmes fondés sur des données probantes. Le soutien technique d'institutions spécialisées au Tadjikistan et à l'extérieur sera sollicité pour compléter tous les domaines programmatiques, de manière à garantir que le pays bénéficie des dernières évolutions dans le monde.

#### **4.5 Partenariats**

78. Le Gouvernement du Tadjikistan, en particulier par l'intermédiaire du Ministère de la santé et de la protection sociale et du Ministère de l'éducation et des sciences, ainsi qu'à travers les comités pour les situations d'urgence, la protection de l'environnement, les femmes et les affaires familiales, restera le principal partenaire du PAM. Au niveau infranational, le PAM collaborera avec les autorités régionales et de district afin de promouvoir la sécurité alimentaire et d'appuyer la coordination intersectorielle par le Gouvernement, y compris dans le cadre du groupe de travail intergouvernemental sur l'alimentation scolaire et du mouvement SUN.
79. Le PAM dirige plusieurs initiatives de l'équipe de pays des Nations Unies, notamment la production d'un atlas de la résilience et de la vulnérabilité et la coordination du groupe de travail chargé des espèces en coopération avec l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Agence Aga Khan pour l'habitat. Le PAM continuera de jouer un rôle de chef de file dans les initiatives interorganisations menées dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise, en épaulant l'équipe d'évaluation rapide et de coordination en cas de situation d'urgence au niveau national et régional, et en accompagnant l'élaboration de plans d'urgence interorganisations en cas de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. La collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome visant à mettre en place des systèmes alimentaires durables sera renforcée.
80. Le PAM continue de jouer un rôle actif au sein du Conseil de coordination du développement et des groupes de travail concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, ce qui facilite la coordination entre le Gouvernement et les partenaires de développement. La participation du PAM au conseil facilite un dialogue constant avec les donateurs qui soutiennent les opérations du PAM, les partenaires des programmes et les autres parties prenantes, garantissant ainsi que les activités correspondent aux priorités communes du Gouvernement, du PAM et des autres parties prenantes.
81. Le PAM facilitera l'instauration de systèmes alimentaires durables en établissant des partenariats avec le secteur privé pour améliorer les chaînes d'approvisionnement, ce qui doit permettre d'accroître la disponibilité en aliments nutritifs abordables, tout en mobilisant des ressources et en renforçant la visibilité des initiatives appuyées par le PAM.
82. Les partenariats avec des instituts universitaires et de recherche comme l'Université Columbia, l'Université d'Asie centrale et l'Université tadjike d'agronomie seront élargis dans le cadre des actions de plaidoyer fondées sur des données probantes.

## **5. Gestion de la performance et évaluation**

### **5.1 Modalités de suivi et d'évaluation**

83. La mise en œuvre du PSP s'accompagnera de l'exécution d'un plan de suivi, d'examen et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes, qui servira de base au suivi de l'ensemble des interventions menées par le PAM. Conformément à la recommandation formulée à l'issue de l'examen à mi-parcours du PNUAD actuel et en

application de la politique institutionnelle du PAM, le bureau de pays continuera de recueillir des données ventilées par âge et par sexe et de prévoir systématiquement des analyses différenciées par sexe dans l'ensemble du cycle d'activités.

84. Une nouvelle unité sera créée au sein du bureau de pays; elle sera chargée des activités de suivi, d'évaluation et d'analyse de la sécurité alimentaire. La mise en service d'applications de collecte des données utilisant la téléphonie mobile permettra d'améliorer l'efficacité et l'efficacité du suivi du PAM, tandis que l'ouverture d'une nouvelle ligne téléphonique directe renforcera le mécanisme de réclamation et de remontée d'informations mis à la disposition des bénéficiaires. Des analyses qualitatives seront effectuées tous les mois et étayeront les rapports à usage interne établis pour le pays, comme des fiches de renseignements, des rapports de suivi et un rapport annuel.
85. Le PSP et ses éléments constitutifs feront l'objet de plusieurs évaluations. Pour ce qui concerne la composante "adaptation au changement climatique", qui reçoit l'appui du Fonds vert pour le climat, le bureau de pays effectuera une évaluation à mi-parcours en 2020 et une évaluation finale en 2022. Ces deux évaluations décentralisées guideront le PAM dans l'élaboration de son approche globale de l'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, un examen à mi-parcours sera réalisé en 2021 et une évaluation du PSP aura lieu en 2023.
86. Le Gouvernement a sollicité l'appui des Nations Unies pour le suivi des progrès réalisés sur la voie de l'accomplissement des ODD et en ce qui concerne les indicateurs liés aux ODD qui figurent dans la Stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'en 2030. L'équipe de pays des Nations Unies apporte cet appui dans le cadre des groupes de résultats du PNUAD (effets directs) et prévoit de renforcer cet appui au cours du prochain cycle du PNUAD. Dans le cadre de l'équipe de pays des Nations Unies, le PAM contribuera au rapport annuel du Gouvernement sur les résultats obtenus par les stratégies nationales dans le contexte des ODD<sup>29</sup>.

## 5.2 Gestion des risques

### *Risques stratégiques*

87. Le manque de financement risque de compromettre la mise en œuvre des activités prévues, ce qui limiterait la contribution du PAM aux ODD établis pour le pays et le PNUAD actuel. Le PAM consolidera sa base traditionnelle de donateurs au Tadjikistan en même temps qu'il étudiera la possibilité de collaborer avec des donateurs non traditionnels. Le Gouvernement sera encouragé à accroître sa contribution aux activités pertinentes.
88. Le manque de fonds pourrait compromettre la capacité du PAM de répondre rapidement aux demandes de soutien en cas de crise d'ampleur modérée. Le PAM s'emploiera à atténuer ce risque en effectuant des activités de préparation, en élaborant des plans d'urgence, en participant à des plateformes de coordination des interventions en cas de crise et en améliorant la capacité des parties prenantes nationales de se préparer aux situations d'urgence.

### *Risques opérationnels*

89. Les capacités limitées des partenaires coopérants pourraient nuire à la qualité de l'exécution des programmes. Pour remédier à ce risque, le PAM mènera des activités de renforcement des capacités avec ses partenaires, y compris des organisations non gouvernementales

---

<sup>29</sup> Ministère du développement économique et du commerce du Tadjikistan. 2018. *National Report on Implementation of Strategic Documents of the Country in the Context of the Sustainable Development Goals*. Disponible à l'adresse suivante: [http://medt.tj/documents/main/strategic\\_national\\_programm/ReportV4%5bENG%5d.pdf](http://medt.tj/documents/main/strategic_national_programm/ReportV4%5bENG%5d.pdf).



locales. Le PAM procédera également à des activités périodiques de cartographie des partenaires.

90. Si rien n'était fait pour y remédier, les inégalités entre les sexes pourraient compromettre la mise en œuvre du PSP. Le PAM tiendra compte de la problématique femmes-hommes dans toutes ses activités, et encouragera l'égalité entre les sexes dans les programmes et dans le cadre des partenariats. Le PAM continue d'améliorer et d'élargir ses mécanismes de remontée d'informations de la part des bénéficiaires et ses outils de reddition de comptes envers les populations touchées.

### **Risques fiduciaires**

91. Aucun risque fiduciaire important n'est prévu.

### **Risques financiers**

92. Aucun risque financier important n'est prévu.

## **6. Des ressources axées sur les résultats**

### **6.1 Budget de portefeuille de pays**

<b>TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)</b>							
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Année 1</b>	<b>Année 2</b>	<b>Année 3</b>	<b>Année 4</b>	<b>Année 5</b>	<b>Année 6</b>	<b>Total</b>
	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	
1	5 571 657	10 924 708	10 396 364	9 520 524	8 928 966	4 216 819	<b>49 559 038</b>
2	357 459	609 590	712 717	702 415	707 918	393 593	<b>3 483 693</b>
3	1 035 272	2 283 304	2 164 890	2 229 661	2 163 342	1 152 871	<b>11 029 340</b>
4	1 406 552	2 904 378	3 337 902	3 739 037	4 141 370	2 435 572	<b>17 964 810</b>
<b>Total</b>	<b>8 370 940</b>	<b>16 721 981</b>	<b>16 611 873</b>	<b>16 191 637</b>	<b>15 941 595</b>	<b>8 198 856</b>	<b>82 036 882</b>

93. Le budget du présent PSP s'élève à 82 millions de dollars. Ce montant couvre l'approche double consistant à intensifier le renforcement des capacités et l'assistance technique tout en honorant les engagements opérationnels pris envers le Gouvernement et les donateurs de mettre en œuvre des activités dans le domaine de la protection sociale, de la nutrition et de l'adaptation au changement climatique. Le PAM affectera des ressources financières appropriées aux activités conçues pour contribuer à l'égalité entre les sexes.

### **6.2 Perspectives de financement**

94. Sur les quatre effets directs stratégiques que compte le PSP, l'effet direct stratégique 2 est entièrement financé pendant deux ans, et l'effet direct stratégique 3 pendant plus de trois ans, grâce aux contributions généreuses de l'Agence des États-Unis pour le développement international et du Fonds vert pour le climat. Sur la base des tendances observées par le passé et des discussions en cours, il semblerait que la Fédération de Russie continuera à appuyer le programme d'alimentation scolaire du PAM, y compris sa composante "renforcement des capacités" au titre de l'effet direct stratégique 4.

### **6.3 Stratégie de mobilisation des ressources**

95. La réalisation des effets directs stratégiques du présent PSP nécessitera un soutien financier régulier pour garantir une exécution continue. Le PAM élaborera une stratégie de mobilisation des ressources, conformément à laquelle il continuera de rechercher des financements souples sur le long terme auprès des donateurs actuels, du secteur privé et de nouveaux donateurs. Le PAM continuera de jouer un rôle actif dans le paysage du développement au Tadjikistan (par exemple, au sein des groupes de coordination comme le Conseil de coordination du développement, en accueillant les réunions des partenaires et d'autres activités) afin de veiller à ce que les partenaires soient informés de la stratégie du PAM dans le pays et qu'ils y concourent. Outre le soutien financier, le PAM sollicitera auprès de divers partenaires un soutien en nature sous la forme de ressources matérielles, intellectuelles et humaines. Les contributions en nature du Gouvernement du Tadjikistan et des communautés feront partie intégrante des ressources du PSP. Pour ce qui concerne les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 4, une stratégie de financement des programmes sera élaborée afin de s'assurer que le Gouvernement est en mesure de mettre en œuvre les activités de manière durable.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE TADJIKISTAN (2019-2024)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**

**Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture**

**Effet direct stratégique 1: D'ici à 2024, les personnes exposées à l'insécurité alimentaire, notamment les écoliers du primaire, qui se trouvent dans les districts ciblés parviennent à satisfaire leurs besoins alimentaires de base**

Catégorie d'effet direct correspondante: Tient compte de la  
Maintien/amélioration de l'accès des nutrition  
individus et des ménages à une  
alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: causes profondes

### Hypothèses

Aucune rupture de la chaîne d'approvisionnement ne se produit

Le Gouvernement s'engage à intégrer les activités dans le système de protection sociale

### Indicateurs d'effet direct

Ratio filles/garçons

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études (nouveau)

### Activités et produits

#### 1. Servir des repas scolaires équilibrés d'un point de vue nutritionnel aux écoliers ciblés (Repas scolaires)

Des repas équilibrés d'un point de vue nutritionnel, qui répondent à leurs besoins essentiels en matière d'alimentation et de nutrition, sont servis chaque jour aux filles et aux garçons scolarisés dans les établissements primaires ciblés (A: Ressources transférées)

Des repas équilibrés d'un point de vue nutritionnel, qui répondent à leurs besoins essentiels en matière d'alimentation et de nutrition, sont servis chaque jour aux filles et aux garçons scolarisés dans les établissements primaires ciblés (B: Aliments nutritifs fournis)

Des repas équilibrés d'un point de vue nutritionnel, qui répondent à leurs besoins essentiels en matière d'alimentation et de nutrition, sont servis chaque jour aux filles et aux garçons scolarisés dans les établissements primaires ciblés (N\*: Alimentation scolaire assurée)

Une éducation à la nutrition est dispensée aux filles et aux garçons scolarisés dans le primaire, en fonction de la classe d'âge, qui améliore leur connaissance des principes nutritionnels et leur comportement en matière de nutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

### **Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition**

#### **Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition**

**Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, la malnutrition a reculé parmi les groupes vulnérables, en particulier les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes, dans les districts où le protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë a été progressivement mis en place**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: causes profondes

#### **Hypothèses**

Aucune rupture de la filière d'approvisionnement ne se produit

Capacité de mise en œuvre du Gouvernement

#### **Indicateurs d'effet direct**

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

## Activités et produits

### 2. Traiter la malnutrition aiguë modérée touchant les enfants âgés de 6 à 59 mois et mener des activités de prévention de la malnutrition – en ayant recours à la communication visant à faire évoluer la société et les comportements – auprès des groupes vulnérables, tout en renforçant la capacité du Gouvernement de gérer les programmes de nutrition (Traitement nutritionnel)

Les bénéficiaires ciblés dans les districts sélectionnés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant de remédier à la malnutrition (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires ciblés dans les districts sélectionnés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant de remédier à la malnutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les personnes vulnérables bénéficient des capacités améliorées des autorités sanitaires locales de gérer les programmes de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, notamment grâce à la numérisation des informations communiquées et du suivi (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Des pratiques appropriées, tenant compte de la nutrition et dont l'objectif est de prévenir la malnutrition sont enseignées aux membres des communautés des districts ciblés (E\*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

### Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

#### Résultat stratégique 4: Les systèmes de production alimentaire sont durables

**Effet direct stratégique 3: D'ici à 2024, les communautés touchées par l'insécurité alimentaire qui étaient ciblées dans les zones vulnérables au changement climatique sont plus résilientes face aux chocs**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

## Hypothèses

Aucune rupture de la filière d'approvisionnement ne se produit

Disponibilité de parties prenantes compétentes

Engagement des communautés et hiérarchisation des activités

**Indicateurs d'effet direct**

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

**Activités et produits****3. Exécuter des activités axées sur l'adaptation au changement climatique, la création d'actifs et les moyens d'existence, visant à renforcer la résilience face aux chocs et aux facteurs de stress, ainsi que des activités axées sur l'intervention rapide en cas de catastrophe d'ampleur modérée (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)**

Les ménages vulnérables ciblés reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de satisfaire leurs besoins alimentaires immédiats et d'améliorer leurs moyens d'existence (A: Ressources transférées)

Les ménages vulnérables ciblés reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de satisfaire leurs besoins alimentaires immédiats et d'améliorer leurs moyens d'existence (B: Aliments nutritifs fournis)

Les communautés ciblées bénéficient de nouveaux actifs productifs et d'actifs remis en état, ce qui accroît leur résilience face aux chocs climatiques et à d'autres facteurs de stress, et leur permet d'améliorer leur sécurité alimentaire (D: Actifs créés)

Les ménages vulnérables ciblés bénéficient de services liés au climat, de transferts de technologies et de compétences améliorées qui leur permettent de diversifier leurs moyens d'existence, de renforcer leur résilience et de s'adapter au changement climatique (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

**But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**

**Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD**

**Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD**

**Effet direct stratégique 4: D'ici à 2024, les institutions publiques, tant à l'échelon central qu'aux niveaux décentralisés, disposent de capacités renforcées pour élaborer et exécuter efficacement des stratégies ciblées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition**

Catégorie d'effet direct correspondante:

Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

### **Hypothèses**

Pénurie de ressources

### **Indicateurs d'effet direct**

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

## Activités et produits

### **5. Fournir des orientations politiques et une assistance technique aux institutions publiques et aux parties prenantes du secteur privé qui jouent un rôle dans la promotion et l'exécution de programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment pour ce qui est de la préparation aux situations d'urgence (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient des capacités accrues du secteur privé de produire et de commercialiser des aliments enrichis produits localement (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient des capacités accrues du secteur privé de produire et de commercialiser des aliments enrichis produits localement (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les personnes touchées par une crise bénéficient des capacités accrues des institutions publiques en matière de préparation aux situations d'urgence, d'alerte rapide et de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

### **4. Renforcer la capacité des institutions et des établissements scolaires publics de mettre en œuvre des programmes de protection sociale (Repas scolaires)**

Les écoliers bénéficient de l'amélioration des capacités des autorités locales en matière de gestion du programme d'alimentation scolaire et de l'expérimentation de pratiques et de systèmes d'achat direct (A: Ressources transférées)

Les écoliers bénéficient de l'amélioration des capacités des autorités locales en matière de gestion du programme d'alimentation scolaire et de l'expérimentation de pratiques et de systèmes d'achat direct (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)



**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro****C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité****Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité (nouveau)

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité (nouveau)

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM (nouveau)

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM****Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

**C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement****Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

## ANNEXE II

<b>VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)</b>					
	<b>Résultat stratégique 1</b>	<b>Résultat stratégique 2</b>	<b>Résultat stratégique 4</b>	<b>Résultat stratégique 5</b>	<b>Total</b>
	<b>Effet direct stratégique 1</b>	<b>Effet direct stratégique 2</b>	<b>Effet direct stratégique 3</b>	<b>Effet direct stratégique 4</b>	
Transferts	37 643 364	2 165 063	7 791 713	13 393 763	<b>60 993 902</b>
Mise en œuvre	4 767 631	813 265	1 640 336	1 949 495	<b>9 170 727</b>
Coûts d'appui directs ajustés	4 123 314	292 746	924 139	1 525 108	<b>6 865 307</b>
<b>Total partiel</b>	<b>46 534 308</b>	<b>3 271 073</b>	<b>10 356 188</b>	<b>16 868 367</b>	<b>77 029 936</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	3 024 730	212 620	673 152	1 096 444	<b>5 006 946</b>
<b>Total</b>	<b>49 559 038</b>	<b>3 483 693</b>	<b>11 029 340</b>	<b>17 964 810</b>	<b>82 036 882</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ODD	objectif de développement durable
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance